



NEMROD

Enjeux Contemporains de Défense et de Sécurité

Veille stratégique - Défense et Sécurité SEMAINE DU 2 AU 9 JUIN 2019

SOMMAIRE :

AFRIQUE	2
AMERIQUE - ETATS-UNIS.....	6
AMERIQUE LATINE	14
ASIE – PACIFIQUE.....	14
EUROPE	18
PROCHE & MOYEN ORIENT	20
RUSSIE	23



AFRIQUE

G5 SAHEL : LES ÉTATS-UNIS PROMETTENT UNE AIDE DE 21 MILLIONS DE DOLLARS AU NIGER

Par la voix de leur ambassadeur à Niamey, les États-Unis ont annoncé le 6 juin leur volonté de doter le Niger de plus de 21 millions de dollars d'aide militaire. Cette aide s'inscrit dans le cadre d'un soutien américain aux efforts nigériens d'opérationnalisation de la force conjointe du G5 Sahel. Il a été procédé ce même jour à la réception d'une partie de cet appui par le ministre nigérien de la défense ; le premier lot est composé essentiellement de matériels et d'équipements militaires en particulier de camions citernes pour le transport des carburants, de systèmes GPS et d'équipements individuels de combattant. Il sera suivi le mois prochain par un second, comportant des véhicules blindés et tactiques et du matériel de communication. L'essentiel de cet appui est directement destiné au bataillon nigérien de la force conjointe G5 Sahel.

Le Niger, au carrefour des menaces djihadistes en Afrique, abrite 800 des 6 000 soldats américains déployés sur le continent, essentiellement des forces spéciales, ainsi qu'une base de drones à Agadez qui offre aux États-Unis une plate-forme de surveillance de premier plan. Des rumeurs font également état d'une possible seconde base de drones, au nord du pays, opérée par la CIA. Ce renseignement américain est quoi qu'il en soit vital à la conduite de l'opération Barkhane par les forces françaises, qui ne disposent pas de telles capacités de manière autonome.

En octobre 2017, quatre militaires américains des forces spéciales de l'US Army avait été tués dans une embuscade djihadiste à Tongo-Tongo, au Niger. Cinq soldats nigériens étaient également morts dans ces combats. En février 2019, les États-Unis avaient déjà offert au Niger une base de communication et de transmissions d'une valeur de 16,5 millions de dollars, comprenant deux centres d'opérations tactiques dédiés notamment à la lutte contre Boko Haram.

NIGER : UN BLINDE AMERICAIN DETRUIT PAR L'EXPLOSION D'UN IED

Le 8 juin, un véhicule blindé américain MRAP (Mine Resistant Ambush Protected) de type Oshkosh M-ATV, appartenant aux forces spéciales de l'US Army a été détruit au Niger après avoir activé l'explosion d'un engin explosif improvisé (IED).



Le convoi américain se rendait à un entraînement conjoint avec les forces armées nigériennes sur un pas de tir à proximité de la localité de Ouallam, dans la région de Tillabéri, à l'ouest du pays. L'attaque a eu lieu en dehors du champ de tir, alors que les soldats américains s'apprêtaient à entrer sur leur lieu d'entraînement.

L'incident n'a fait aucune victime ni blessé parmi les commandos américains, le véhicule blindé étant précisément conçu pour résister aux IEDs et aux embuscades. Pour autant, des photos circulant sur les réseaux sociaux montrent qu'il est définitivement inutilisable. L'état-major de l'AFRICOM a confirmé que la cause de l'explosion était bien un IED, écartant l'hypothèse d'une munition non explosée à proximité de ce champ de tir, confirmant ainsi son caractère hostile. Il s'agit de la première attaque contre un convoi militaire américain au Niger et le deuxième incident majeur impliquant des soldats américains après l'embuscade de Tongo-Tongo en 2017.

MALI : L'ONU VEUT REDEPLOYER SES CASQUES BLEUS AU CENTRE DU PAYS

Le 7 juin, à l'approche d'une décision du Conseil de sécurité de l'ONU sur l'avenir de la Mission des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), qui devrait intervenir le 27 juin prochain, le secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, a dénoncé la flambée de la violence intercommunautaire et la prolifération d'attaques terroristes dans le centre du pays. Face à ce constat alarmant, Antonio Guterres appelle à renouveler le mandat de la mission de maintien de la paix et à redéployer la MINUSMA dans la région de Mopti, au centre.

S'il ne préconise pas d'augmentation d'effectifs (environ 1 500 militaires et policiers actuellement), Antonio Guterres appelle par contre à un changement de stratégie visant à mieux adapter la répartition des Casques bleus sur le terrain, notamment en transférant une partie du contingent de Bamako à la région centre.

L'autre pan de la nouvelle stratégie viserait à céder progressivement le contrôle de certaines zones clés aux Maliens. Ainsi le commandement du camp de Diabaly, au centre, devrait passer sous contrôle des autorités locales permettant de récupérer et déployer 650 soldats supplémentaires dans la région de Mopti.

La mission onusienne au Mali est actuellement la plus meurtrière dans le monde et l'une des plus meurtrières dans l'histoire des Casques bleus. La MINUSMA déplore la perte de 198 soldats de la paix et personnels civils, depuis 2013.



MALI : LE MASSACRE D'UN VILLAGE DOGON FAIT 95 MORTS ET 19 DISPARUS

Le 10 juin, le ministère malien de la défense a indiqué à France 24 qu'une attaque armée terriblement meurtrière avait visé, au soir du 9 juin, un village dogon de la commune de Sangha, dans le centre du pays. Il s'agirait du village de Sobanekou ou Sobanou.

Des sources sur les réseaux sociaux évoquent un village « rasé ». Le bilan officiel est en effet très lourd. Il s'élève à cette heure à au moins 95 morts et 19 personnes portées disparues.

Selon le maire de la commune de Sangha, sur une population théorique de 300 habitants, seulement 50 personnes répondent à l'appel aujourd'hui dans le village. Il est probable que de nombreux habitants ont fui suite à l'attaque. Ce massacre survient quelques mois après une autre attaque perpétrée à Ogossagou, dans la même région, qui avait fait plus de 160 morts. Ce nouvel épisode tragique au centre-Mali fait écho à l'appel du secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, préconisant un redéploiement de la MINUSMA dans la région afin de prévenir de telles atrocités.

MOZAMBIQUE : NOUVELLE TERRE DE CONQUETE DE L'ÉTAT ISLAMIQUE ?

Alors qu'en mars dernier l'État islamique se voyait privé de son expression territoriale par la perte du village de Baghouz, dernier ancrage du « califat » proclamé à Mossoul cinq ans plus tôt, le retour de ce mouvement djihadiste à sa forme originelle laissait craindre sa dispersion parmi les populations, du Moyen-Orient à l'Afrique. C'est tout du moins ce que semble affirmer l'EI, dont la propagande apparaît désormais tournée vers le continent africain.

Le 4 juin dernier, le SITE Intelligence Group, spécialisé dans l'analyse des médias djihadistes, relayait une déclaration de l'EI affirmant avoir conduit sa première attaque au Mozambique, dans la région de Mocimboa, au nord du pays. Cette région, particulièrement riche en gaz est composée à majorité de populations musulmanes. C'est également dans le nord du pays qu'a éclaté il y a plus d'un an une insurrection armée contre le régime de Maputo.

Ce mouvement, désigné sous le nom Al-Shabab (« les jeunes ») par certains médias africains n'est pas sans rappeler Harakat al-Chabab al-Moudjahidin, le groupe



terroriste somalien. Depuis sa création en 2017, Al-Shabab serait responsable de plusieurs attaques ayant causé 200 morts. Toutefois, toute allégeance reste à ce stade hypothétique, les contours de ce mouvement demeurent flous, et c'est bien sur cette incertitude que l'État islamique semble vouloir capitaliser.

Comme l'ont souligné de nombreux observateurs, la déclaration du 4 juin comporte certaines inexactitudes quant au lieu où se serait produite l'attaque. Ces approximations semblent remettre en question l'implication effective de l'EI dans l'attaque, mais elles témoignent cependant de l'intérêt de l'organisation pour la région. D'une part, Al-Shabab pourrait être intégré à un réseau plus vaste, celui de l'État islamique, tandis que ce dernier bénéficierait d'un nouveau front dans son combat. Aussi cette déclaration, bien qu'elle ne semble relever que de la propagande, confirme la nouvelle stratégie africaine de l'État islamique.



AMERIQUE - ETATS-UNIS

LE PENTAGONE DEMANDE A LA MAISON-BLANCHE D'ARRETER DE POLITISER LA DEFENSE

Suite à la demande de l'administration américaine de ne pas mettre en visibilité le destroyer *USS McCain* lors de la visite du président Trump au Japon, le Pentagone a demandé à la Maison-Blanche de ne pas politiser l'armée américaine. La directive concernant le navire de la 7^e flotte n'a pas été mise en œuvre et Patrick Shanahan, Secrétaire à la Défense par intérim attendant sa confirmation, considèrerait l'établissement d'un guide pour aider l'armée américaine à faire face à ce genre de demandes politiques. De telles directives pourraient éviter l'ambiguïté créée lors de la participation de l'armée à certains événements. Les circonstances entourant cette demande particulière restent floues et Shanahan cherche à mieux connaître les tenants et aboutissants de la situation avant d'avancer dans une quelconque direction.

VERS L'ENVOI DE MISSILES ANTINAVIRES ET ANTI-AERIENS A L'UKRAINE ?

Eliot Engel, président démocrate du Comité aux Affaires étrangères de la Chambre des représentants a apporté son soutien à la proposition de loi avancée par Michael McCaul, tête de file des Républicains au sein du Comité, en faveur d'un renforcement des livraisons d'armes létales à l'Ukraine. Le texte vise également à ce que le Président américain détermine si l'Ukraine constitue ou non un allié majeur non-membre de l'Otan, condamne la détention par Moscou des 24 marins ukrainiens faits prisonniers durant l'incident de novembre 2018 dans le détroit de Kertch, et enfin qu'il demande à la Russie de mettre pleinement en oeuvre les accords de Minsk II.

Cette proposition de loi bipartisane a été précédée par une proposition du Sénat qui vise à autoriser 300M\$ d'aide sécuritaire à l'Ukraine, dont 100M\$ d'armes létales, et ajoutant aux catégories d'aide sécuritaire les capacités de défense côtière et les missiles antinavires.

Il est à noter qu'en mars dernier, l'administration américaine a autorisé la vente à Kiev de 210 missiles antichar *Javelin* avec 37 postes de tir. En sus, des fusils de



haute précision *M107A1* auraient également été fournis aux forces ukrainiennes, ainsi que de l'équipement non létal (moyens de guerre électronique, radars de contre-batterie et deux patrouilleurs).

COREE DU SUD : PAS DE RETABLISSEMENT DES GRANDS EXERCICES BILATERAUX POUR L'INSTANT

En visite à Séoul, le Secrétaire à la Défense par intérim Patrick Shanahan a déclaré qu'il n'estimait pour l'instant pas nécessaire de rétablir les exercices bilatéraux de grande échelle avec la Corée du Sud, mis en suspens depuis la rencontre de juin dernier entre les dirigeants américains et nord-coréens. Se déclarant confiant dans le niveau de préparation opérationnelle des forces américaines déployées dans la péninsule coréenne, il a néanmoins tenu à rencontrer le commandant des forces américaines en Corée du Sud, le général Robert Abrams, afin de déterminer si les plans actuels lui paraissent adaptés, ce dernier ayant exprimé un avis légèrement divergent quant aux conséquences du gel des grands exercices sur le niveau opérationnel des unités américaines dans la région.

La visite de Patrick Shanahan s'inscrit dans un contexte de léger regain de tensions suite aux récents tirs de missile par le régime nord-coréen, dont l'importance avait été minimisée par le président Trump. Lors de son intervention au Shangri-La Dialogue, le Secrétaire à la Défense a réaffirmé la persistance de la menace que constitue la Corée du Nord pour les alliés régionaux de Washington, pour le territoire américain et les forces prépositionnées dans la région.

IRAN - POINT DE SITUATION

L'*US Air Force* a annoncé dimanche 2 juin que le groupe aéronaval du porte-avions *USS Abraham Lincoln* (*F/A-18 Super Hornets*, *MH-60 Sea Hawk* et *E-2D Growlers*) avait procédé à un exercice avec un bombardier stratégique *B-52* (vraisemblablement l'un des quatre appareils récemment déployés sur la base d'al-Udeid au Qatar) en mer d'Arabie. Cet exercice a impliqué des simulations de frappes.

De manière significative, l'*US Navy* a mis en exergue le fait que, de manière à réduire le risque d'escalade, le porte-avions *USS Lincoln* n'avait pas franchi le détroit d'Ormuz pour entrer dans le golfe Persique mais demeurait en retrait au large de la



côte omanaise, en mer d'Arabie. Le Pentagone envoie donc à l'Iran un message de fermeté sans pour autant risquer de déclencher un engrenage périlleux.

Par ailleurs, au plan diplomatique, dans un effort de réduction des tensions et dans une tentative de renouer le dialogue, le Secrétaire d'Etat Mike Pompeo s'est dit prêt à des négociations sans préconditions avec Téhéran, tout en réitérant les critiques de l'administration américaine envers le comportement déstabilisateur de l'Iran dans la région, assurant que les efforts de Washington pour contrer cette dynamique se poursuivraient. De son côté, le général Kenneth McKenzie, commandant du *Central Command* a estimé que le déploiement de forces américaines au Moyen-Orient avait conduit l'Iran à revenir sur ses présumés préparatifs d'attaque, sans pour autant considérer que la menace avait disparu et appelant à une grande vigilance.

En parallèle, la presse américaine spécialisée s'est fait l'écho des réflexions de spécialistes autour des enjeux et scénarios d'un potentiel conflit armé entre Téhéran et Washington. Dans le domaine conventionnel, les forces iraniennes disposent de plusieurs atouts susceptibles de rendre coûteuse une offensive américaine. Ces derniers s'articulent avant tout en capacités de déni d'accès (A2/AD) et en capacités balistiques.

Ainsi, en cas de frappe aérienne américaine, les avions de l'*Air Force* devront faire face aux systèmes de missiles sol-air *S-300* et à leur copie iranienne *Bavar-373*, requérant à la fois un recours aux aéronefs furtifs (*F-22* et *F-35*) et à des opérations de guerre électronique visant à perturber le fonctionnement des radars et systèmes de détection avancée en amont des frappes.

Dans le domaine maritime, l'Iran, outre le recours aux mines navales, drones armés et essaims de vedettes lance-missiles, qui pourraient maintenir une pression sur les task forces de la *Navy*, dispose d'une force sous-marine non négligeable, comportant notamment trois sous-marins d'attaque de classe *Kilo*, un sous-marin de classe *Fateh* susceptible d'être armé de missiles de croisière anti-surface d'une portée de 2000 km (un deuxième est en phase de tests) ainsi qu'une flotte de 23 petits sous-marins de poche de classe *Ghadir* efficaces pour des attaques de harcèlement. A noter que les bâtiments américains se trouveraient assez vulnérables lors du franchissement de points stratégiques tels que le détroit d'Ormuz. Enfin, les capacités A2/AD iraniennes s'appuient également sur une force de défense côtière équipée de batteries mobiles de missiles antinavires et de pièces d'artillerie.

Dans le domaine terrestre, les experts n'envisagent pas une invasion de l'Iran sur le modèle des opérations de 2003 en Irak mais plutôt des frappes de longue portée au



moyen de lance-roquettes multiples de type *HIMARS* et d'hélicoptères de combat. D'autres enjeux importants seraient la protection des emprises (diplomatiques et militaires) et forces américaines au Moyen-Orient, à la fois contre les frappes balistiques iraniennes et contre les actions de milices et groupes armés chiites affiliés à Téhéran. Cette menace asymétrique que font peser les *proxies* iraniens s'étend notamment au Levant et au Yémen.

Enfin, un aspect majeur des capacités de défense iraniennes réside dans l'arsenal balistique de Téhéran. Ce dernier, selon le think-tank *CSIS*, aligne une gamme importante de missiles disposant d'une portée allant de 300km (*Shahab-1*) à 2000km (*Shahab-3/Ghadr-1/Sejjil*) voire 2500km (*Soumar*, qui est le dernier missile de croisière dévoilé par l'Iran et non un missile balistique). Ces capacités permettent à l'Iran de faire peser une menace permanente sur l'ensemble du Moyen-Orient, incluant les forces américaines qui y sont déjà déployées ou seraient amenées à l'être, ainsi que sur les alliés de Washington, tant Israël que les différents États sunnites de la région, l'Arabie saoudite en premier lieu. Dès lors, la mise hors de combat de ces systèmes balistiques serait une priorité pour les forces américaines. Plus généralement, selon certains experts, en cas d'offensive, le Pentagone conduirait avant tout des combinaisons de frappes aériennes, de cyberattaques et d'opérations spéciales ciblant les infrastructures les plus critiques : centres de commandement, sites balistiques et nucléaires, lignes d'approvisionnement.

Au-delà de l'aspect purement militaire et opérationnel se pose la question des objectifs et conséquences stratégiques d'un conflit armé entre Washington et Téhéran. Nombre d'experts soulignent le risque qu'au lieu de conduire à un changement de régime, une offensive américaine puisse plutôt souder la population autour de son gouvernement, opposant la cohérence d'ensemble de la société iranienne à l'éclatement de la société irakienne qui avait facilité l'écroulement du régime baasiste en 2003. En outre, ils soulignent que le rayonnement idéologique et religieux de l'Iran ne peut faire l'objet d'une réponse strictement militaire, qui serait susceptible d'avoir un contre-effet mobilisateur. Dès lors, les experts interrogés estiment qu'aucune des parties n'aurait d'intérêt à un conflit qui pourrait s'avérer très coûteux en vies humaines mais mettent en exergue le risque d'escalade fondé sur une incompréhension, ou sur une initiative unilatérale relevant d'un groupe affilié à Téhéran.



INTERCEPTION RISQUEE D'UN *P8-A POSEIDON* EN MER MEDITERRANEE

La scène s'est déroulée mardi en Mer Méditerranée dans l'espace aérien international : un *P8-A Poseidon* de l'*US Navy*, avion de patrouille maritime et de lutte anti-sous-marine, s'est vu par trois fois intercepté par un chasseur *SU-35* russe. La scène a duré une trentaine de minutes. Si de telles intimidations sont fréquentes, la VI^{ème} flotte – à laquelle appartient l'avion – a surtout mis en avant le caractère particulièrement dangereux du deuxième passage du chasseur russe : passant à très haute vitesse à l'avant du *P8-A*, créant par-là de fortes turbulences et des risques pour les membres de l'équipage. L'*US Navy* rappelle dans son communiqué son attachement à l'accord bilatéral américano-russe de 1972 pour limiter les incidents en mer : « des actions dangereuses augmentent le risque de mauvais calculs et potentiellement de collision en vol ».

US ARMY : TRANSFORMATION D'UNE BRIGADE *STRYKER* EN BRIGADE BLINDEE

Dans le courant du mois de juin, la *1st Stryker Brigade Combat Team (BCT)* de la *1st Armored Division* sera transformée en *Armored BCT*, c'est-à-dire en brigade blindée. Le changement de pavillon est prévu pour le 20 juin: avant cela, de nouveaux soldats doivent être transférés dans cette unité tandis que les équipements et infrastructures doivent être remis à neuf et réaménagés à Fort Bliss. Ce changement, prévu depuis fin 2018, fait partie d'un mouvement plus large visant à augmenter la puissance de feu de l'*US Army* afin de pouvoir contrer des puissances rivales qui montent en puissance. Cette dynamique a été annoncée l'an passé par le Secrétaire à l'*Army* Mark Esper. Tandis que la *1st Armored Division* s'apprête à perdre une brigade de *Stryker*, elle devrait être remplacée par la *2nd Infantry BCT* de la *4th Infantry Division* au cours de l'année prochaine, compte tenu du fait que les transitions prennent entre 1 an et demi et 2 ans à être effectuées. Après ces transitions, l'*US Army* devrait aligner 31 *Brigade Combat Teams* dont 11 blindées (*armored*), 13 d'infanteries et 7 *Strykers*.

LUTTE ANTI-DRONE POUR LES VEHICULES DE COMBAT D'INFANTRIE *STRYKERS*



Les premiers tests de la nouvelle capacité de lutte contre les petits drones sur le véhicule blindé de combat d'infanterie *Stryker* semblent concluants. Pour rappel, ces véhicules sont aujourd'hui le principal blindé appuyant les troupes américaines au sol et doit en cela lui aussi s'adapter aux nouvelles exigences du combat d'infanterie. Alors que les attaques de drones contre les troupes américaines se multiplient, notamment sur les théâtres de la lutte anti-terroriste, la nécessité de protéger les hommes et les véhicules se fait pressante. Ainsi, le nouveau canon de 30mm pourrait être guidée par une capacité de ciblage d'objet volants de taille réduite, dont les caractéristiques de vitesse rendent difficile la visée par des hommes : ce système de ciblage, développé par la firme *Northrop Grumman* porte le nom d'*Anti-Unmanned Systems Defeat (AUDS)*. Il pourrait par ailleurs compléter le programme *Short Range Air and Missile Defense* supposé mettre à disposition des *Strikers* des missiles *Javelin* ou *Hellfire* pour abattre, cette fois-ci, des cibles aériennes plus conséquentes telles que des hélicoptères ou des drones de combat.

UN NOUVEAU PROGRAMME BILATERAL POUR LUTTER CONTRE L'EXTREMISME AUX PHILIPPINES

Mardi 4 juin, des fonctionnaires américains et philippins se sont rencontrés pour discuter de la mise en place d'un programme permettant de combattre les extrémistes musulmans sévissant dans la région. Les Philippines sont un allié de taille pour Washington depuis les attentats du 11 septembre dans la lutte contre le terrorisme dans la région, et un foyer important de terrorisme islamiste (groupe *Abou Sayyaf* ; groupes divers se revendiquant de Daech). Le programme se déroulera sur trois ans et aura pour ambition de comprendre les causes qui sont à l'origine du terrorisme islamiste dans la région afin d'établir un programme de solutions adéquates pour y répondre.

Denise Natali, la sous-secrétaire en charge du *Bureau of Conflict and Stabilization Operations*, un bureau gérant la façon d'anticiper, de prévenir et de répondre à un conflit, annonçait dans une conférence que l'objectif était d'éviter à tout prix qu'une situation comme celle qu'a connue la ville de Marawi se déroule à nouveau. Marawi est une ville du sud des Philippines où s'est déroulée, durant cinq mois en 2017, la « Bataille de Marawi » ; l'armée philippine a combattu les djihadistes de l'Etat Islamique tentant de s'emparer de la ville ; le gouvernement de Manille,



durant ce conflit, a notamment reçu un soutien militaire de différents pays, dont les Etats-Unis.

Une étude demandée par les Etats-Unis conduite l'année dernière, a cherché et tenté de comprendre les raisons et les causes de la montée de l'extrémisme et du terrorisme islamiste. Les résultats soulignaient que plus que la religion, ce sont surtout l'intolérance religieuse, des conditions économiques désastreuses et l'exposition à la violence qui forment le terreau du terrorisme islamiste. Pour Denise Natali, « ce n'est pas la religion [la cause principale] ; ce sont les conditions de vie. Il y a une dynamique économique [à cet extrémisme] ». De fait, pour les autorités américaines, la lutte contre le terrorisme islamique passe par l'amélioration des conditions de vie et notamment des conditions économiques.

LE DEPARTEMENT D'ETAT AUTORISE LA VENTE DE *F-16* A LA BULGARIE

Le Département d'Etat a autorisé la vente de *F-16* à la Bulgarie. Le *F-16* est un avion de combat multirôle d'une grande polyvalence construit par Lockheed Martin et devrait sans nul doute accroître les capacités opérationnelles des forces aériennes bulgares. Le prix de la transaction est encore en cours de négociations, une proposition avait été faite à près d'1,67 milliard de dollars mais le gouvernement bulgare avait fait part des difficultés que représentait le contrat en arguant que la Slovaquie avait pu négocier un plus faible montant. Le ministre bulgare de la Défense, Krassimir Karakatchanov, avait alors menacé de s'adresser à différents pays, offrant d'autres avions, telle que la Suède avec ses *Saab Gripen*, des appareils aussi vantés pour leur polyvalence par le constructeur suédois. De fait, le ministre américain de la Défense a annoncé qu'un contrat d'1,2 milliard serait proposé, ce montant intégrerait huit appareils.

BOEING - LES EMIRATS ARABES UNIS INTERESSES PAR LE *KC-46*

Les Émirats arabes unis (EAU) ont passé une commande assez inattendue à *Boeing* pour l'acquisition de ravitailleurs en vol *KC-46 A Pegasus*. Ce modèle d'avion a emporté en 2011 le concours du « *KC-X tanker* » organisé par l'*Air Force* américaine, le concours avait pour objectif l'établissement d'un programme planifiant la prochaine génération d'avions-citernes qui remplaceraient les *KC-135 Stratotankers*.



Les EAU ne sont pas le seul pays à avoir demandé la livraison de tels appareils, le Japon en a commandé quatre en 2016 et en a reçu deux depuis. Si la vente venait à se faire, les *KC-46 A Pegasus* livrés aux Emirats rejoindraient une flotte aérienne déjà composée de *F-16*, de *Mirage 2000* et trois ravitailleurs en vol construits par *Airbus*, les *A330 Multi Role Tanker Transport*.



AMERIQUE LATINE

VENEZUELA : NICOLAS MADURO REOUVRE LA FRONTIERE AVEC LA COLOMBIE

Dans la nuit du 8 juin, le Président vénézuélien Nicolas Maduro a annoncé sur son compte twitter la réouverture des frontières avec la Colombie :

« En vertu du plein exercice de notre souveraineté, j'ai ordonné l'ouverture aux passages frontaliers avec la Colombie dans l'Etat de Tachira, à compter de ce samedi ». Depuis le 23 février, le Président avait en effet ordonné la fermeture totale des frontières terrestres avec le Brésil et la Colombie, maritimes et aériennes avec les Antilles néerlandaises. Cette annonce avait précédé l'arrivée de l'aide humanitaire américaine demandée par son opposant J.Guaido, afin d'empêcher toute intrusion étrangère qualifiée selon le président chaviste « d'invasion » américaine.

La frontière avec le Brésil a été réouverte le 10 mai. Les Antilles néerlandaises n'ont toutefois pas fait l'objet d'annonce concernant une réouverture des frontières.

BRESIL - *PETROBRAS* : VENTE DE GAZODUC A *ENGIE*

Dans la logique politique et économique du nouveau gouvernement, portée par le Ministre de l'Economie Paulo Guedes, les entreprises publiques sont amenées à être privatisées, totalement ou partiellement, dans un but de réduction de la dette publique. Le Brésil compte 134 entreprises d'Etat, dont 88 ont le statut de filiale.

Petrobras, l'entreprise pétrolière publique brésilienne qui avait été au cœur du scandale de corruption politico-économique « Lava Jato », compte pour sa part 36 filiales. Elle affiche cette année des bénéfices pourtant records, qui pansent les dernières plaies : l'entreprise enregistre son premier bénéfice net en cinq ans avec 25,8 milliards de reals (7 milliards de dollars) ainsi qu'une baisse de sa dette de 18% (69,4 milliards de dollars en 2018).

La réduction de son endettement reste au cœur de ses intérêts : *Petrobras* met en vente 27 milliards de dollars d'actifs cette année. Il s'agit là de réduire la dette par un recentrement sur les activités pétrolières. A cet égard, la Cour Suprême du Brésil



a autorisé la vente de 90% du réseau de gazoducs de *TAG* (*Transportadora Associada de Gás* – le principal propriétaire des réseaux de gazoducs brésiliens) à l'entreprise française *Engie* et au fonds canadiens *CDPQ* (Caisse de dépôt et placement du Québec) pour 8,6 milliards de dollars (7,7 milliards d'euros environ). Cette vente est la plus importante cession de son histoire.

BRESIL : LE BILAN SECURITAIRE DEJA LOURD DU GOUVERNEUR DE RIO

Le gouverneur de l'Etat de Rio, élu en octobre 2018, Wilson Witzel, du parti social-chrétien a été porté à la tête de l'Etat sur une ligne sécuritaire très dure, comme en témoigne ses propos martiaux : « viser la tête des trafiquants », faire la « guerre à la délinquance ». Aux côtés de Flavio Bolsonaro, sénateur de l'Etat de Rio, le nouveau gouverneur enregistre pour les premiers mois de son mandat des statistiques record de personnes tuées par la police depuis 1998 : 558 morts en quatre mois, soit 4 par jour.

Or, les victimes des opérations de police sont fortement concentrées au niveau des favelas, dans lesquelles semble s'appliquer littéralement la proposition du gouverneur, très polémique, de faire « abattre tout délinquant qui porte un fusil ». Cette mesure se traduit par le déploiement de moyens : tireurs d'élites et drones, tout droit venus d'Israël selon le gouverneur. Désormais, dans les rues des *moros* cariocas, des hommes tombent sans que l'on puisse localiser l'origine du tir, sans même pouvoir observer d'opérations policières : des snipers, localisés sur les toits de bâtiments, visent certains passants, vraisemblablement soupçonnés d'appartenir aux réseaux du narcotrafic ou du crime organisé, mais sans que cela soit vérifiable. A cet égard, le gouverneur a bien confirmé en interview « l'usage des snipers », mais sans dire ni leur nombre ni leurs terrains d'action.

La principale opposante du gouverneur, Renata Souza, responsable de la commission des droits de l'homme de la Chambre des députés, dénonce un « syndrome Rambo du gouverneur » qui filmait le 4 mai, depuis un hélicoptère participant à une opération policière, des rafales d'armes automatiques au-dessus de maisons décrites comme des « postes d'observations des trafiquants ». Or, il s'agissait vraisemblablement d'un temple évangélique, vide au passage de l'hélicoptère. Dans cette mesure, R.Souza a écrit à l'ONU et à l'OEA (Organisation des Etats américains) pour informer et dénoncer les violations des droits de



l'homme en cours, encouragées par le nouveau gouverneur, appelant les policiers à tuer les habitants des favelas.

BRESIL - ANNULATION DE LA RENCONTRE AVEC UN EMISSAIRE DE JUAN GUAIDO PREVUE A BRASILIA

Le 31 mai dernier, le gouvernement brésilien a annulé l'invitation faite à Maria Teresa Belandria, représentante de l'opposant vénézuélien Juan Guaido au Brésil. Les émissaires devaient initialement participer à une cérémonie à Brasilia avec le corps diplomatique, qui aurait été annulée suite à « un problème technique », sans que davantage de précisions ne soient disponibles.

Derrière ce revirement se cache une dissension entre des membres du gouvernement brésilien concernant le soutien aux partis vénézuéliens. Pourtant alignés sur la position américaine depuis janvier, qui reconnaît Guaido comme président légitime, une nouvelle ligne se dessine dans les rangs bolsonariens. D'après les quotidiens brésiliens Folha de S.Paulo et O Globo, la frange au pouvoir issue de l'armée (conseillers et ministres) pencherait pour un maintien des relations avec Maduro. Ils craignent qu'un soutien appuyé à son opposant puisse conduire à des violences à la frontière vénézuélo-brésilienne.

Si M.T Belandria a reçu des accréditations diplomatiques, il faut savoir toutefois que les représentants de Maduro n'ont jamais perdu les leurs.

BRESIL - ARGENTINE : REFLEXIONS SUR UNE MONNAIE COMMUNE

Cette semaine, Jair Bolsonaro en visite officielle à Buenos Aires, lors d'une rencontre avec son homologue argentin Mauricio Macri, a discuté d'un rapprochement économique avec son voisin.

Il s'agirait d'unir les deux économies nationales autour d'une logique de monnaie commune : la création du « peso real ». Celle-ci s'inscrit dans un processus d'intégration économique entre les deux pays pour s'ouvrir davantage au monde. L'Argentine et le Brésil subissent souvent les mêmes chocs économiques et monétaires externes, tant conjoncturels que structurels. Ils dépendent tous deux de l'exportation des matières premières, et leurs monnaies fluctuent selon la conjoncture internationale, provoquant un risque fort d'inflation. Le ministre argentin de l'économie, Nicolas Dujovne, a déclaré : « Nous (en) discutons depuis



quelques temps avec mon homologue brésilien Paulo Guedes, pour l'instant c'est une idée que nous partageons. Une plus grande stabilité (monétaire) conduirait à plus de commerce, à plus de croissance et à une baisse de l'inflation».



EUROPE

FRANCE – PUBLICATION DU RAPPORT AU PARLEMENT 2019 SUR LES EXPORTATIONS D'ARMEMENT

Au début du mois de juin, le ministère des Armées a publié le rapport au Parlement 2019 sur les exportations d'armement de la France, révélant ainsi que « les prises de commandes des industries de défense françaises » atteignaient 9 milliards d'euros à l'exportation en 2018, « un des meilleurs chiffres de ces vingt dernière années », soit une hausse de 30% par rapport à l'année précédente. Ce rapport insiste notamment sur l'importance des exportations à l'égard des pays européens (25% en 2018, contre 10% en moyenne au cours des dernières années), qui illustre l'effort de « construction incessante de l'autonomie stratégique européenne ».

Ce document est également l'occasion de rappeler que la politique française d'exportation d'armement est soumise à un « processus de contrôle interministériel rigoureux », notamment par le biais du respect du principe de prohibition de certains périmètres décrits à l'arrêté du 27 juin 2012 – actualisé annuellement – et d'un contrôle à posteriori. Les demandes de licences sont ainsi enregistrées par la Direction générale de l'armement, instruites par les ministères de l'Europe et des affaires étrangères, des Armées, de l'Economie et des Finances, puis par le Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN). A l'issue d'une réunion plénière de la commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre (CIEEMG), l'octroi de la licence est indiqué par la direction générale des douanes et des droits indirects (DGDDI).

D'après le rapport, « la somme des budgets annuels de Défense au niveau mondial est estimée à 1 780 Md\$ en 2018, en hausse de près de 5% par rapport à 2017 ». La France, qui représente l'un des cinq premiers exportateurs d'armement et de matériels de guerre au monde, a bénéficié au cours de l'année 2018 de la signature de plusieurs contrats d'envergure, atteignant un montant global de 3,5 milliards d'euros.

Vous pourrez retrouver l'intégralité du rapport sur le site du ministère des Armées, en suivant le lien : <https://www.defense.gouv.fr/actualites/articles/exportations-d-armement-le-rapport-au-parlement-2019>.



MISSION CLEMENCEAU : RELACHE OPERATIONNELLE A SINGAPOUR POUR LE GROUPE AERONAVAL

Le porte-avions Charles de Gaulle, la frégate multi-missions (FREMM) Provence et le bâtiment de commandement et de ravitaillement (BCR) Marne, ont effectué une période de relâche opérationnelle dans le port de Changi, à Singapour.

Cette escale a été l'occasion de plusieurs visites officielles, dont la présence de la ministre des Armées, Florence Parly, à l'occasion du Shangri-La Dialogue, comme nous vous le rapportions lors de notre précédente newsletter. Des exercices de lutte antinavires et de lutte antiaérienne, une séance d'entraînement à l'appontage et des combats aériens simulés ont également été réalisés par les forces françaises et singapouriennes. Le ministère des Armées a déclaré : “Sur la mer, comme dans les airs, l'interopérabilité entre les deux forces a été validée, ce qui démontre leur capacité à agir à haut niveau tactique dans une région dans laquelle nos deux pays sont riverains et partagent des intérêts communs.”

Le groupe a repris la mer le 3 juin, pour mener des manœuvres avec la Marine et l'armée de l'air singapourienne. La Frégate anti-sous-marin Latouche-Treville et, pour la première fois, une frégate singapourienne, le RSS Steadfast, ont rejoint la Task Force 473, précise le ministère des Armées.

La frégate de défense aérienne (FDA) Forbin a, quant à elle, fait escale à Hô Chi Minh-Ville.



PROCHE & MOYEN ORIENT

SYRIE : MOUVEMENTS SUR LA LIGNE DE FRONT A IDLIB

L'aviation russe et l'artillerie du régime continuent de détruire méthodiquement les centres urbains stratégiques du sud de la poche d'Idlib. Rien que jeudi, plus de 1250 frappes aériennes et terrestres ont été signalées par l'observatoire syrien pour les droits de l'homme (O.S.D.H). L'usage de bombes au phosphore est déploré par l'O.S.D.H. Le 4 juin, une avancée de 3 kilomètres au nord de Kafr Nabudah fut réalisée par les forces du régime. Les villages de Tal Hawash, Hamirat, Hordana et Qirouta ont été repris. De violents combats ont été enregistrés dans le village voisin d'Al Qasabiya.

En réaction, le 5 juin, les groupes composants l'alliance anti-régime, dominée par Hayat Tahrir al-Sham (H.T.S), ont annoncé le début de la deuxième phase de l'opération « al-Fatah al-Tahrir ». Une poussée de 3 kilomètres a été faite, dans l'extrême sud de la poche, vers l'ouest. Les forces djihadistes ont pris le contrôle des villages d'Al Jabain, Tal Malah, Al Jadida et Kafr Yahoud. Ce dernier fut réinvesti partiellement par l'armée arabe syrienne. La route 56 est depuis lors coupée entre Muhradah et Suqaylabiyah permettant à H.T.S de faire pression sur les forces du régime. Les djihadistes emploient également des roquettes Grad sur les villes et villages proches de la ligne de front, notamment Jalamah sur la route 56 et Kernaz au sud de Kafr Nabudah. Jalamah a ensuite été investi partiellement par les forces jihadistes le 8 juin.

Ce même 8 juin, l'armée arabe syrienne a massé ses T-55 et T-72 sur l'autoroute M5 au nord de Hama, probablement pour prendre à revers l'offensive menée par les forces djihadistes. Les deux camps ont souffert plus d'une centaine de pertes militaires cette semaine.

TURQUIE : S-400, ULTIMATUM DES ETATS-UNIS ?

Le 6 juin, le secrétaire de la défense par intérim Patrick M. Shanahan a écrit au ministre de la défense turque Hulusi Akar à propos de l'acquisition des missiles russes S-400. Dans cette lettre, il les Etats-Unis affirment avoir pris connaissance du fait que des soldats turcs seraient partis se former sur les systèmes S-400 russes. En retour, la défense américaine a bloqué l'arrivée et l'entraînement de nouveaux pilotes turcs sur les F-35, et menace d'exclure les pilotes en formation, si une solution n'est pas trouvée d'ici le 31 juillet. La lettre américaine se termine sur des menaces de sanction économique, touchant indirectement les capacités et les



ambitions de la défense turque.

Cette lettre sous forme d'ultimatum intervient au moment où l'AKP, est mis en difficulté aux élections municipales, notamment avec la relance du scrutin à Istanbul. Ces revers électoraux sont à attribuer à la relative mauvaise donne économique, que les américains menacent d'aggraver. À une autre échelle, l'opération « griffe » dans le Nord de l'Irak contre les positions kurdes du PKK, est aussi présentée comme une attaque contre l'influence américaine, accusée d'une trop grande connivence avec les Kurdes.

Si le président Erdoğan durcit et tient ses positions sur le sujet des S-400, affirmant qu'aucune alternative n'est réellement proposée par les Etats-Unis, la menace américaine augmente incontestablement la pression.

ISRAËL : L'ARMEE SUR TOUS LES FRONTS

Cette semaine a été marquée pour les cadets de l'Ecole des Officiers de Tsahal par une série d'exercices conjoints entre forces terrestres et aériennes. Parmi les simulations entreprises, certaines concernaient la prise d'un village tandis que d'autres mettaient en scène la neutralisation de complexes de bunkers et de souterrains. Mais en définitive, ces exercices n'avaient pour seul objectif que d'aguerrir les combattants à la guerre en milieu urbain, notamment contre des combattants mobiles et souvent dissimulés.

L'ensemble de ces manœuvres fait partie de la préparation des forces israéliennes aux éventuels affrontements avec le Hezbollah. La menace d'un conflit ouvert avec ce dernier s'est en effet renforcée ces derniers mois, sur fond de critiques quant à l'état d'impréparation militaire de Tsahal et les propos tenus par le secrétaire général du groupe chiïte, Hassan Nasrallah. La multiplication de tunnels et leur neutralisation à la frontière nord, ainsi que les frappes israéliennes sur des cibles du groupe en Syrie ont aussi été des facteurs déterminants quant à la probabilité d'un tel risque.

La situation est d'autant plus alarmante que Tsahal est aussi aux prises avec le Hamas, comme en témoigne la saisie de deux navires palestiniens en direction de l'Egypte le mois dernier. Ceux-ci auraient eu pour but d'obtenir des matériaux sans doute destinés à la fabrication de roquettes.



IRAN : LE JAPON NOUVEAU MEDIATEUR DANS LA CRISE AVEC LES ÉTATS-UNIS?

Le Japon prend des mesures diplomatiques inhabituellement audacieuses pour réduire les tensions entre les États-Unis et l'Iran. Le Premier ministre Shinzo Abe avait rencontré le guide suprême Ali Khamenei et le président Hassan Rouhani lors de son voyage à Téhéran le mercredi 12 et jeudi 13 mai pour la première visite d'un dirigeant japonais en poste depuis la révolution de 1979. Abe pourrait inviter Rouhani à assister aux réunions des dirigeants du G20 à Osaka à la fin du mois de juin, alors que l'administration Donald Trump a envoyé des signaux indiquant qu'elle serait prête à négocier un nouvel accord avec Téhéran, tout en augmentant la pression militaire et économique sur le pays.

La position agressive de l'administration Trump face à l'Iran, et l'escalade des dernières semaines, culminant avec la fuite dans la presse d'un plan prévoyant jusqu'à 120 000 soldats américains déployés au Moyen-Orient en cas d'affrontement, ont par ailleurs convaincu le Congrès américain de la nécessité de renforcer son droit de regard sur la politique étrangère. Mais après avoir cédé sur son pouvoir de contrôle face à la fonction présidentielle pendant des décennies, les législateurs doivent faire face à une bataille difficile.

Récemment, les démocrates avaient invoqué le *War Powers Act*, datant de la guerre au Vietnam, pour tenter de limiter la participation des États-Unis à la guerre contre les Houthis, mais ils n'avaient pas pu passer outre le veto du président. Dernièrement, l'administration Trump a exaspéré les législateurs des deux partis le mois dernier lorsque le secrétaire d'État, Mike Pompeo, a évoqué la menace irannienne pour invoquer une disposition d'urgence rarement utilisée afin de contourner le Congrès sur des ventes de 8,1 milliards de dollars d'armes à l'Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis.



RUSSIE

RUSSIE/OTAN : SURVEILLANCE RUSSE DES EXERCICES DE L'OTAN DANS LA BALTIQUE.

Le 9 juin débiteront les nouvelles manœuvres « *Baltops* » de l'OTAN dans la mer Baltique. Elles s'achèveront le 21 Juin prochain. Il s'agit de l'exercice annuel interallié et interarmées de l'alliance atlantique. D'un point de vue logistique, l'OTAN disposera de 8500 membres, issus d'une quarantaine de pays, de 40 avions et de 40 bâtiments. A cette occasion, la flotte de la Baltique surveillera les exercices, via des moyens de reconnaissance. Des corvettes lance-missiles seront également déployées à cet effet, dans un objectif de dissuasion. Les Etats Unis et l'alliance ne sont pas sans ignorer la possible ingérence de la Russie dans les manœuvres « *Baltops* », Moscou étant libre d'exercer sa souveraineté dans sa zone économique exclusive (ZEE), ainsi qu'en haute mer. Ceci étant, ils attendent de Moscou un comportement « responsable », sans travail de sape ni provocation. Des exercices amphibies devraient avoir lieu à proximité de la base navale russe de Kaliningrad, région enclavée entre la Lituanie et la Pologne. Si les Etats Unis n'ont pas souhaité envoyer de porte-avions, l'OTAN disposera d'un navire d'assaut amphibie espagnol offrant une couverture aérienne en cas d'interférence russe.

RUSSIE/CEI : RENFORCEMENT DE LA COOPERATION DEFENSE DES ETATS DE LA CEI A L'HORIZON 2025.

Le 5 juin dernier, un conseil de défense composé des ministres de la défense des Etats de la Communauté des Etats Indépendants (CEI) s'est tenu à Anapa dans le Kraï de Krasnodar en Russie, précisément sur la base de la technopole Era, centre de recherche et développement technologique en matière de défense. Cette réunion avait pour ambition de dresser un état des lieux de la situation politico-militaire des Etats de la CEI, jugée de plus en plus vulnérable, afin d'identifier les futurs points de coopération. Le ministre russe de la Défense, Sergueï Choïgou a mis l'accent sur les enjeux de souveraineté des Etats membres de la CEI, qu'il juge fragilisés par la déstabilisation internationale.

Trois points ont été développés:

1. Une coopération militaire plus poussée de la CEI répondant à la multiplication des activités de l'OTAN aux frontières de la zone d'influence



de la Fédération de Russie. Sergueï Choïgou a déclaré que l'Alliance atlantique menaçait de recourir à la force si les Etats-Unis « *renforçaient leur pressions militaires et économiques mondiales* ».

2. La rupture stratégique concomitante aux retraits successifs américain et russe du Traité FNI fragilise l'architecture de maîtrise des armements. Les États de la CEI s'inquiètent d'une production par Washington de missiles nucléaires afin de maintenir son ascendant technologique sur la Chine, qui développe, en dehors de toute contrainte, son arsenal de missiles stratégiques – dont 80% sont interdits par le traité FNI. La défense antiaérienne et la sécurité de l'espace aérien sont deux objectifs de la coopération.
3. La menace terroriste transnationale, qui trouve de nouveaux points d'ancrage territoriaux, sera également au cœur de cette coopération, notamment en ce qui concerne le flanc sud de la CEI, l'Asie Centrale. La question syrienne a également été discutée, sans davantage de précisions.

Face à ces menaces, les Etats membres se sont montrés favorables à une coopération pour le développement de système militaire conjoint, comme par exemple le système d'avion sans pilote et la formation du personnel militaire.



NOTRE EQUIPE :

AMERIQUE : Xavier Marié, Simon Roche, Boris Delagenière, Thomas Péan, Adeline Afonso, Clémence Cassé, Lucie Haigneré, Salomé Sifaoui

AFRIQUE : Jean Galvé, William Lenfant, Sabil Zeroual, Edouard Josse, Ilan Garcia, Nicolas Guillaume

ASIE - PACIFIQUE : Mathilde Tison, François-Xavier Le Quintrec, Gauthier Birkui, Aurélien Debièvre, Vincent Bernard-Lafoucrière, Fanny Hantute

EUROPE : Cyrille Bricout, Solène Moitry, Christophe Granata Goldman, Sara Valeri, Maxime Tamburello, Benjamin Helman, François Gaüzère-Mazauric, Paul Marion, Antoine Da Col, Claire Valor

PROCHE ET MOYEN ORIENT : Tanguy Sirot, Luc Vincent, Adrien Sémon, Constance Parpex, Cyril Blanchard

RUSSIE : Naël Madi, Suzanne Kaltenbach, Anne Maurin, Clara Arnaud

Direction éditoriale newsletter : Simon Roche, Ilan Garcia, Christophe Granata Goldman, François Gaüzère-Mazauric, Boris Delagenière